



La conjoncture francilienne favorable à l'emploi en 2006

En 2006, l'activité française a bénéficié du dynamisme de la consommation des ménages. Cependant, les mauvais résultats de l'industrie automobile ont pesé sur la fin de l'année. Dans ce contexte, la croissance francilienne a été soutenue et les créations d'emploi ont été nombreuses. Dans la région, 8,1 % de la population active est au chômage contre 8,6 % en France métropolitaine. L'Ile-de-France est la région où le taux de chômage a le plus diminué en 2006 : - 1,2 point. Les perspectives internationales et nationales font craindre un ralentissement de l'activité pour 2007, notamment dans les travaux publics et le tertiaire.

Nathalie GUILLON DESHAYES, Insee Ile-de-France
François RAGEAU, DRTEFP Ile-de-France

En 2006, la croissance économique de la France a été plus soutenue qu'en 2005, + 2,1 % après + 1,2 %. Ce résultat est dû à la bonne tenue de la demande intérieure, et notamment au dynamisme de la consommation des ménages. En revanche, le deuxième semestre 2006 a été marqué par les évolutions heurtées de l'activité industrielle. La contre-performance de l'industrie automobile au troisième trimestre, et dans une moindre mesure, de l'aéronautique ont pesé négativement sur l'activité. Outre l'effet direct sur l'industrie, l'ajustement à la baisse de la production a provoqué un recul de la demande des entreprises en services marchands. La situation semble s'être améliorée au dernier trimestre, avec un redémarrage de ces deux secteurs.

Cette embellie conjoncturelle a eu un effet positif sur l'emploi. En 2006, 243 000 emplois (salariés et non salariés) auraient été créés dans l'ensemble de l'économie. A eux seuls, les secteurs marchands non agricoles ont généré 138 000 nouveaux postes, principalement dans la construction et les servi-

ces marchands. Ces créations d'emplois, associées à l'évolution modérée de la population active, ont entraîné une baisse du taux de chômage tout au long de l'année. Fin décembre, 8,6 % de la population active était au chômage.

Les perspectives 2007 restent bien orientées malgré le ralentissement international

En 2007, l'environnement international sera moins porteur qu'en 2006. Des signes défavorables sont perceptibles dans plusieurs pays. Ainsi, les Etats-Unis doi-

vent faire face au ralentissement de leur économie, lié à la chute brutale du marché immobilier. L'ampleur des conséquences de cet événement sur le reste de l'économie n'est pas encore mesurable, ni l'impact éventuel qu'il pourrait avoir hors des frontières. En Asie, l'investissement faiblit, notamment en Chine où les effets de la politique de refroidissement mise en œuvre par les pouvoirs publics commencent à se faire sentir. Enfin, le relèvement du taux de TVA de l'Allemagne au premier janvier 2007 de 16 à 19 % pourrait peser sur la consommation de la zone euro.

Autres contributeurs du diagnostic conjoncturel

ANPE, délégation régionale d'Ile-de-France :
Christine Féjard

Banque de France : Béatrice Brousse

CERC Ile-de-France : Hervé Vibert

CRCI Paris Ile-de-France : Thomas Bertaud

CRT : Sandrine Chausson

Crocis-CCIP : Isabelle Savelli

DGDDI Ile-de-France : Nicole Difede

DREIF : Laurent Guinard

DRIRE Ile-de-France : Anne-Marie Poinot

GARP : Christine Bauduin

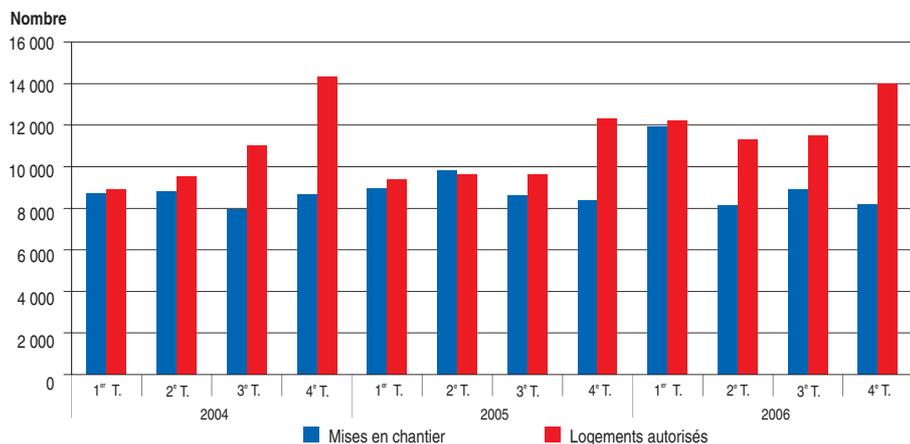
GIM : Isabelle Chaptal

OREF Ile-de-France : Nathalie Roy

PRIF : Christophe Centonze

RGF : Marie-Cécile Bachellerie

1 Logements ordinaires autorisés et commencés



Sources : CERC IDF/DREIF/CSUL

Toutefois, deux facteurs favorables devraient atténuer le ralentissement mondial du premier semestre 2007 : la baisse des prix du pétrole qui soutient le pouvoir d'achat des ménages et bénéficie à la situation financière des entreprises, et le dynamisme des investissements des entreprises de la zone euro favorable à la demande intérieure. Au total, la croissance mondiale atteindrait 2 % à la mi-2007 après + 3 % en 2006.

Dans ce contexte international moins favorable, la croissance française devrait résister et atteindre environ 0,5 % par trimestre, proche du rythme moyen observé depuis 2005. Le ralentissement attendu des exportations serait compensé par le dynamisme de la demande intérieure. Les créations d'emploi devraient se poursuivre, et le taux de chômage continuer à diminuer.

La situation francilienne 2006 est semblable à la situation française : l'activité des différents secteurs est bien orientée sur l'ensemble de l'année, et la situation du marché de l'emploi s'améliore. Comme au niveau national, le commerce extérieur de la région est déficitaire, principalement à cause de l'industrie automobile et du secteur de la transmission de son et d'images. L'Ile-de-France représente 26 % des importations de la France et 17 % des exportations.

Difficultés dans l'automobile

En 2006, l'activité a été bien orientée dans l'industrie francilienne, sauf dans l'automobile qui a connu des difficultés à partir de l'automne. Ces difficultés ont provoqué un ralentissement de l'activité et une diminution des capacités de production. Les perspectives restent pessi-

mistes pour le début 2007 avec des chefs d'entreprise qui jugent leurs carnets de commande « faiblement garnis ». La situation a été plus favorable dans les autres branches de l'industrie, notamment dans l'industrie des biens d'équipement et des biens intermédiaires. La fermeté de la demande étrangère a généré un courant de commandes actif et le taux d'utilisation des capacités de production est proche de la saturation dans l'industrie des biens d'équipement. Pour le début 2007, les chefs d'entreprise sont optimistes sur leurs perspectives d'activité malgré le léger repli d'activité du mois de décembre, et les carnets de commande sont bien garnis.

Activité toujours soutenue dans la construction

L'activité a progressé en 2006 dans le secteur de la construction (bâtiment et travaux publics), mais moins rapidement qu'en

2005. Les mises en chantier de logements se sont stabilisées autour de 37 000 logements, alors que celles de bâtiments non-résidentiels ont fortement augmenté, + 17 %, soit 4,1 millions de mètres carrés commencés. L'activité a également progressé dans les travaux publics (+ 2,2 %).

Les prévisions pour 2007 sont optimistes tant pour le bâtiment que pour les travaux publics. Les carnets de commande de ces deux secteurs sont bien garnis, respectivement 3,7 mois et 6,7 mois. Le niveau élevé des autorisations de construire de bâtiments non résidentiels accordées en 2006 devrait tirer l'activité du bâtiment. Compte tenu des échéances électorales de 2007, la progression de l'activité dans les travaux publics devrait être plus modérée qu'en 2006.

Perspectives pour 2007 moyennes dans le tertiaire

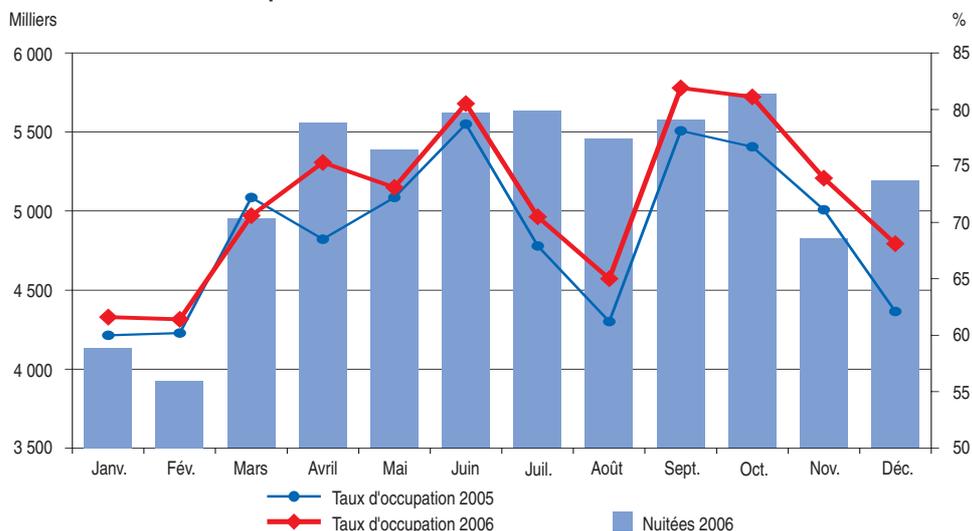
Dans le commerce de détail, l'activité s'est stabilisée à un haut niveau en fin d'année. En revanche, le début 2007 semble moins favorable, avec des intentions de commandes qui se contractent fortement.

Dans le commerce de gros, l'activité progresse depuis le printemps, mais les intentions de commandes pour le début 2007 sont orientées à la baisse.

L'activité a été soutenue dans les services marchands en 2006, particulièrement dans l'ingénierie technique ou informatique. Une progression de l'activité est attendue pour le début 2007 et les embauches devraient se poursuivre.

L'activité touristique a progressé en 2006, les taux d'occupation des hôtels

2 Evolution de la fréquentation hôtelière



Source : Insee - Direction du Tourisme - Comité régional du tourisme

ont été chaque mois supérieurs à ceux de 2005  2. Grâce à la tenue d'événements drainant un large public (prix de l'Arc de Triomphe, mondial de l'automobile...), ces taux ont dépassé 80 % en septembre et octobre. Toutes les catégories d'hôtels ont profité de cette conjoncture favorable, et plus particulièrement l'hôtellerie haut de gamme (hôtels trois et quatre étoiles). Leur taux d'occupation a augmenté de 3,7 points sur l'ensemble de l'année 2006, contre 1,3 point pour les zéro et une étoile et 2,2 points pour les deux étoiles. Les perspectives pour le début 2007 sont plus mitigées, même si les manifestations prévues doivent permettre un redémarrage rapide de l'activité.

La fréquentation des autres formes d'hébergements, notamment les chambres d'hôtes et gîtes, a, quant à elle, diminué par rapport à 2005. Cependant, les propriétaires de ces hébergements ont majoritairement jugé leur activité 2006 satisfaisante.

Créations d'entreprises : redémarrage en fin d'année

Après deux trimestres de baisse, le nombre d'entreprises créées a fortement progressé au quatrième trimestre 2006 (+ 4 %). Au total, sur l'année, 72 700 entreprises ont vu le jour dans la région, soit 3 % de plus qu'en 2005. Les secteurs ayant attiré le plus de créateurs en 2006 sont la construction (+ 11 %), les services aux entreprises (+ 8 %) et les services aux particuliers (+ 3 %).

Parallèlement, sur les trois premiers trimestres de 2006, le nombre de défaillances d'entreprises a reculé de presque 12 %. Ce résultat pourrait être dû à la mise en application de la loi de sauvegarde des entreprises au premier janvier 2006. Elle

permet, notamment aux chefs d'entreprise en difficulté, de mener une procédure de conciliation avec les créanciers pour éviter la mise en cessation des paiements.

57 000 emplois créés dans le secteur concurrentiel sur les 12 derniers mois

Après un premier semestre très positif pour l'emploi salarié en Ile-de-France, les effectifs ont stagné au troisième trimestre 2006, dans le secteur concurrentiel non agricole (champ Unedic). Ainsi, 3,99 millions de salariés travaillent dans le secteur concurrentiel non agricole à la fin septembre 2006, soit 57 000 emplois supplémentaires en un an  3.

L'emploi dans la construction reste dynamique, comme aux trimestres précédents (+ 0,4 % au troisième trimestre). Depuis le début de l'année, plus de 4 000 emplois ont été créés dans ce secteur. Les diminutions d'effectifs dans l'industrie se poursuivent (- 1 % depuis le début de l'année). L'emploi dans le tertiaire, qui représente 81 % de l'emploi salarié en Ile-de-France, ne progresse que de 0,1 % au troisième trimestre 2006. C'est la hausse la plus faible depuis le dernier trimestre 2004. La progression de l'emploi tertiaire est néanmoins conséquente sur 2006, avec + 42 800 personnes.

De fortes disparités départementales

La croissance de l'emploi salarié au troisième trimestre est restée très soutenue dans deux départements : l'Essonne (+ 0,7 %) et, surtout, la Seine-et-Marne (+ 1,2 % en un trimestre et + 2,8 % en un an).

Le département des Hauts-de-Seine reste celui où la progression annuelle de l'em-

ploi salarié a été la plus vive, malgré un ralentissement au troisième trimestre : + 3 % sur un an, soit plus de 23 000 emplois supplémentaires.

Les Yvelines sont, à l'inverse, le département où l'évolution des effectifs salariés est la plus défavorable : - 0,9 % sur un an, soit 3 700 emplois perdus.

L'embellie de l'emploi observée à Paris au premier trimestre 2006 (+ 1,6 %) ne s'est pas confirmée depuis. Plus de 5 000 emplois ont été perdus au troisième trimestre (- 0,4 %). Cependant, 14 300 emplois ont été créés à Paris sur un an.

Un léger recul du nombre de mouvements sur le marché du travail

Le recours à l'intérim s'était un peu réduit au début de l'année. Il est reparti à la hausse à partir du mois de mars et atteint un niveau record en mai 2006 : 291 700 contrats ont été conclus durant ce mois. La hausse au cours du premier semestre 2006 est de + 4,8 % par rapport à celle du dernier semestre 2005. Le transport et le conseil et assistance ont très nettement augmenté leur recours à l'intérim.

Les entrées à l'ANPE diminuent en 2006 alors qu'elles étaient très nombreuses depuis 2003. D'août à novembre, 73 400 nouvelles inscriptions ont été enregistrées en moyenne par mois, contre 74 100 au cours du premier semestre 2006 et 76 700 au deuxième semestre 2005. Seules les inscriptions à la suite d'une fin de mission progressent par rapport au premier semestre. Les premières entrées reculent sensiblement, ainsi que, dans une moindre mesure, les fins de contrat à durée déterminée et les licenciements.

Maintien du nombre d'offres d'emploi à un niveau élevé

Le niveau très élevé du recueil d'offres d'emploi de 2005 était inégalé jusqu'alors. Il s'est maintenu en 2006. En effet, on retrouve quasiment le même volume d'offres que l'année précédente (- 0,3 %), avec près de 780 000 offres d'emploi confiées aux agences ANPE par les entreprises franciliennes en 2006.

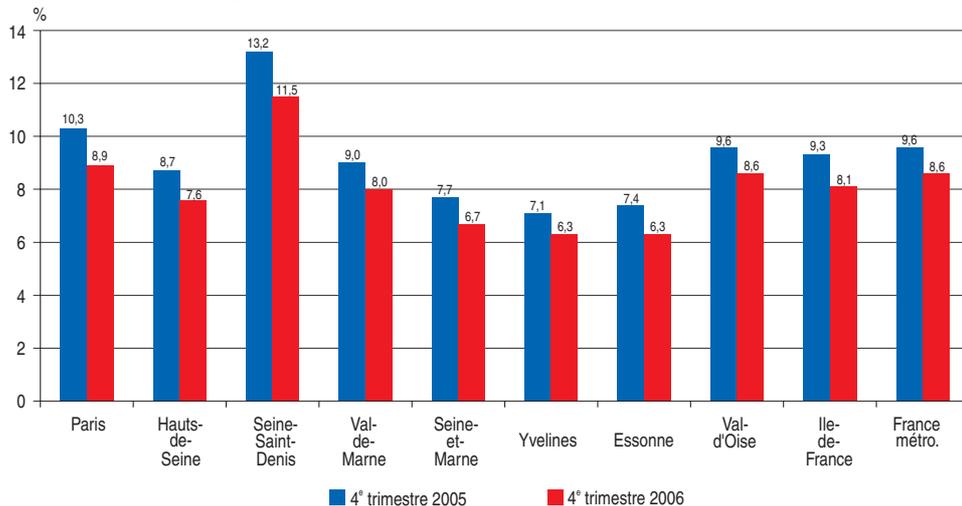
La hausse des propositions de recrutement avait démarré en 2004 et s'était poursuivie depuis. Cependant, elle s'esouffle à partir d'avril 2006. Les offres d'emploi diminuent de 2,3 % au second

 3 Estimations trimestrielles de l'emploi salarié dans le secteur privé non agricole
Données CVS en fin de trimestre



Sources : Garp/Unedic

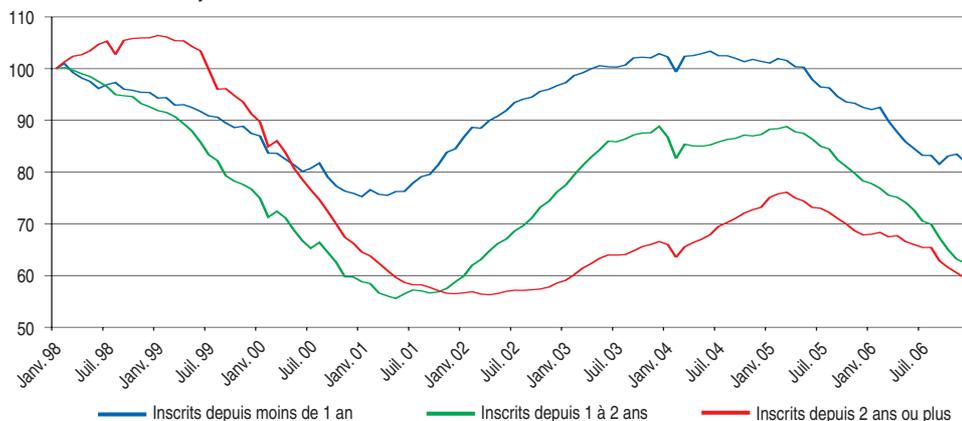
4 Taux de chômage par département



Source : Insee, données CVS en fin de trimestre

5 Evolution du nombre de demandeurs d'emploi selon l'ancienneté d'inscription

Base 100 en janvier 1998



Champ : demandeurs d'emploi de catégorie 1 (CVS) en fin de mois.

Sources : ANPE et Dares

semestre, après une nette croissance au premier trimestre (+ 7,5 %).

Le volume d'offres est stable durant l'année, mais la composition des propositions d'emploi recueillies par l'ANPE a évolué. En effet, le nombre d'offres d'emploi durable (CDI ou CDD de plus de six mois) s'est accru de près de 6,3 % en un an. Ce type de contrat représente dorénavant plus d'une offre d'emploi sur deux recueillie par l'ANPE, soit une hausse de plus de 3 points par rapport à 2005. Toutefois, au deuxième semestre, le volume d'emplois durables proposé aux chômeurs se stabilise par rapport à la même période de 2005.

Pour en savoir plus

« Les recrutements confiés à l'ANPE en 2006 », *Marché du travail en Ile-de-France*, Direction régionale de l'ANPE, janvier 2007.

« Note de conjoncture », *Insee Conjoncture*, décembre 2006.

« L'activité intérimaire au premier semestre 2006 », *Bref Ile-de-France*, DRTEFP Ile-de-France, n° 29, novembre 2006.

La baisse du chômage se poursuit

Fin 2006, le taux de chômage francilien n'était plus que de 8,1 %, contre 8,6 % au niveau national ⁴. Il avait culminé à 10,1 % fin 2003 ; la baisse est donc notable et s'est amplifiée en 2006. L'Ile-de-France est la région où la baisse du taux de chômage depuis le début de l'année a été la plus forte (- 1,2 point contre - 1 point en France métropolitaine).

Fin décembre 2006, 430 000 personnes sont enregistrées comme demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie 1¹. En un an, ce nombre a diminué de - 13,0 %, soit la plus forte baisse annuelle enregistrée depuis 2000. Le recul a été de - 6,1 % au deuxième semestre, après - 7,6 % au premier semestre. Le nombre de demandeurs d'emploi à la recherche d'un temps partiel recule au même rythme, alors que celui de ceux à la recherche d'un CDD est stable ⁵.

La diminution observée concerne tous les chômeurs, quels que soient le sexe et l'âge. Le chômage de longue durée (personnes inscrites depuis plus d'un an) se replie plus rapidement que la moyenne (- 17,1 % en un an). Le chômage de très longue durée suit, lui aussi, la même tendance (- 12,1 % en un an).

La chute du nombre de cadres inscrits à l'ANPE est la plus forte : - 18,6 % en un an. Ils ne sont plus que 66 000 à être inscrits à l'ANPE, alors qu'ils étaient plus de 100 000 à être dans ce cas à la fin de 2003. La baisse est aussi très visible pour les ouvriers et manœuvres. Elle est la moins forte pour les employés (autour de 10 %).

Rédaction achevée le 5 février 2007

¹ Personnes inscrites à l'ANPE à la recherche d'un emploi à durée déterminée et à temps plein ayant éventuellement exercé une activité d'au plus 78 heures dans le mois.

INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Direction régionale d'Ile-de-France
7, rue Stephenson - Montigny-le Bretonneux
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication : Sylvie Marchand
Comité de rédaction : Brigitte Belloc
Rédactrice en chef : Corinne Martinez
Secrétaire de rédaction : Françoise Beauflis
Conception graphique : PAO Insee Ile-de-France
Maquette : Nathalie Lebraud - Laure Omont
Impression : S. N. Rafal

Gestion des abonnements : Agnès Vavasour
Tél. : 01 30 96 90 75 - Fax : 01 30 96 90 67
Vente par correspondance : Tél. : 01 30 96 90 56 - Fax : 01 30 96 90 27
Internet : www.insee.fr/ile-de-france
Vente sur place : Insee Info Service - Tour Gamma A - 195, rue de Bercy - 75582 Paris cedex 12
Tél. : 01 53 17 89 39 - Fax : 01 53 17 88 09

ISSN 0984-4724
Commission paritaire n° 2133 AD
Code Sage I0727952

© Insee 2007

Tarif : Le numéro : 2,2 € - Abonnement : - France : 30 € - Etranger : 36 €

Dépôt légal : 1^{er} semestre 2007

Insee Ile-de-Fr@nce Infos : la Lettre d'information électronique vous informe tous les mois de l'activité de l'Insee Ile-de-France

www.insee.fr/ile-de-france